

ARRETE N° 386
ID : 976-229850003-20240703-AR030724356-AI
Accordant protection fonctionnelle à
M. Alain KAMAL MARTIAL HENRY

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.134-4;
Vu la demande de protection fonctionnelle du 1^{er} mars 2024 présenté par Monsieur Alain Kamal MARTIAL HENRY, attaché hors classe du département occupant la fonction de chargé de mission représentant de Mayotte à MOZAMBIQUE ;

Considérant la situation de Mr Alain Kamal MARTIAL HENRY, faisant l'objet de poursuites pénales à raison des faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions,

ARRETE

ARTICLE 1 : La protection fonctionnelle prévue à l'article L.134-4 du code général de la fonction publique est accordée à Monsieur Alain Kamal MARTIAL HENRY dans le cadre de l'affaire « **Sexion d'Assaut** ».

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Alain KAMAL MARTIAL.

ARTICLE 3 : La directrice Générale des Services du département est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté sera transmise au payeur départemental.

Article 4 : Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Mayotte dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

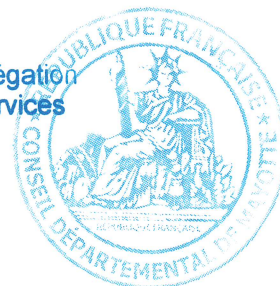
03 JUL. 2024

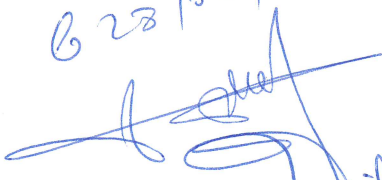
Fait à Mamoudzou, le

Le Président du Conseil

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général des services
Par remplacement

Maoulana ANDJILANI



Reçu 028/06/2024

Alain Kamal Martial Henry